

PRÉFET DU LOIRET

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

ARRETÉ

portant autorisation d'exploiter délivrée à la SCEA « FERMIERE DE VILLIERS »

Le Préfet du Loiret
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu les articles L 331-1 à L 331-11 du titre III du livre III du code rural et de la pêche maritime,
Vu la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole, à son environnement économique et social,
Vu les lois d'orientation agricole n° 99-574 du 9 juillet 1999 et n° 2006-11 du 5 janvier 2006,
Vu le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives, et notamment ses articles 8 et 9,
Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif,
Vu le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural (partie réglementaire)
Vu l'arrêté du 18 septembre 1985 fixant les coefficients d'équivalence pour les productions hors-sol,
Vu l'arrêté du 6 avril 2009 portant définition de listes de diplômes, titres et certificats pour l'application des articles L. 331-2 (3°) et R. 331-1, D. 343-4, L. 311-3 et D. 341-7 (3°) du code rural et de la pêche maritime,
Vu l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2013 établissant le schéma directeur des structures agricoles du département du Loiret et la valeur de l'unité de référence (UR = 92 ha),
Vu l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2014 portant délégation de signature à la directrice départementale des territoires du Loiret et l'arrêté du 1^{er} juillet 2015 portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires du Loiret.

Vu la demande n° **159832** présentée le **5 juin 2015** par
la SCEA « FERMIERE DE VILLIERS »
Messieurs RENUCCI Jean, DUMAS Laurent et la société GEPARACT
Ferme de Villiers
45160 – ARDON

tendant à être autorisée à exploiter **27,52 ha** (parcelles référencées : 45006 B185-B186-B191-B192-B197-B200-B201-B202-B209-B214-B243-B244-B245-B269-B837 et B1295) provenant de l'exploitation de l'**Indivision de SAINT TRIVIER (Madame Marie-Cécile BELLET de TAVERNOST de SAINT TRIVIER épouse de la BARRE de NANTEUIL, Madame Laure Marie Jeanne BELLET de TAVERNOST de SAINT TRIVIER épouse de BROGLIE, Madame Aline Marie BELLET de TAVERNOST de SAINT TRIVIER veuve de BRAQUILLANGES et Monsieur Jean BELLET de TAVERNOST de SAINT TRIVIER) – Villiers – 45160 ARDON,**

Vu l'avis émis par la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture, section « Structures et Économie des Exploitations » du **25 JUIN 2015,**

Considérant :

- **que la SCEA « FERMIERE DE VILLIERS » (Monsieur RENUCCI Jean, 53 ans, associé exploitant, Monsieur DUMAS Laurent, 51 ans, associé non exploitant et la Société GEPARACT), exploiterait une surface inférieure au seuil de 1,3 UR (27,52 ha). Monsieur RENUCCI Jean ne remplit pas les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle, ce qui entraîne une demande d'autorisation d'exploiter ;**

- que la demande de la SCEA « FERMIERE DE VILLIERS » permet une installation ;
- qu'aucune demande concurrente n'a été enregistrée dans les trois mois suivant l'enregistrement du dossier complet, soit le 5 SEPTEMBRE 2015, sur tout ou partie des biens qui font l'objet de la demande ;
- que le cédant, l'Indivision de SAINT TRIVIER n'a pas donné son avis sur cette opération ;
- que le propriétaire a émis un avis favorable pour cette opération ;
- que la commission départementale d'orientation de l'agriculture puis le préfet se sont prononcés sur la demande d'autorisation de la SCEA « FERMIERE DE VILLIERS », tout en sachant que le propriétaire est libre de louer ou non ses terres au bénéficiaire d'une autorisation d'exploiter.

Sur proposition de Madame la directrice départementale des territoires du Loiret,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Est **ACCORDÉE** l'autorisation sollicitée par la SCEA « FERMIERE DE VILLIERS » (Messieurs RENUCCI Jean, DUMAS Laurent et la société GEPARACT)

en vue d'exploiter **27,52 ha** (provenant de l'exploitation de l'Indivision de SAINT TRIVIER (Madame Marie-Cécile BELLET de TAVERNOST de SAINT TRIVIER épouse de la BARRE de NANTEUIL, Madame Laure Marie Jeanne BELLET de TAVERNOST de SAINT TRIVIER épouse de BROGLIE, Madame Aline Marie BELLET de TAVERNOST de SAINT TRIVIER veuve de BRAQUILLANGES et Monsieur Jean BELLET de TAVERNOST de SAINT TRIVIER) – Villiers – 45160 ARDON,

La superficie totale exploitée par la SCEA « FERMIERE DE VILLIERS » (Messieurs RENUCCI Jean, DUMAS Laurent et la société GEPARACT) serait de **27,52 ha**.

Article 2 – L'autorisation d'exploiter sera périmée si son titulaire n'a pas mis en culture le fonds considéré avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification, soit avant le 31 OCTOBRE 2016. Si le fonds est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur, sauf si la situation personnelle du demandeur au regard des dispositions du présent chapitre est modifiée.

Article 3 – Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et la directrice départementale des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision. Celle-ci sera affichée à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle est situé le bien concerné et insérée au recueil des actes administratifs.

Fait à Orléans, le 21 SEPTEMBRE 2015

Pour le préfet et par délégation

Pour la directrice départementale des territoires

La chef du service agriculture et développement rural

Signé : Selma THIEBLEMONT

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un **recours gracieux**, adressé à M. le Préfet du Loiret

- un recours **hiérarchique**, adressé au ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche

Dans ces deux cas, le silence l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours **contentieux**, en saisissant le Tribunal Administratif d'Orléans.